

**Objet : Apprentissage d'une seconde langue dans l'enseignement fondamental ordinaire**

**Réseaux : Tous**

**Niveaux et services : FOND (Mat./Prim./Ord.)**

- A Madame et Messieurs les Gouverneurs de province;
- A Mesdames et Messieurs les Bourgmestres;
- Aux Membres de l'inspection de l'enseignement fondamental de la Communauté;
- Aux Membres de l'inspection de la Communauté française pour l'enseignement fondamental subventionné;
- Aux vérificateurs de l'enseignement fondamental;
- Aux chefs des établissements d'enseignement secondaire de la Communauté;
- Aux directions des écoles maternelles, fondamentales et primaires de la Communauté et par leur intermédiaire aux membres des équipes pédagogiques de ces écoles;
- Aux directions des écoles maternelles, fondamentales et primaires officielles subventionnées par la Communauté et par leur intermédiaire aux membres des équipes pédagogiques de ces écoles;
- Aux pouvoirs organisateurs et directions des écoles maternelles, fondamentales et primaires libres subventionnées par la Communauté et par leur intermédiaire aux membres des équipes pédagogiques de ces écoles;

Pour information :

- Aux syndicats du personnel enseignant;
- Aux associations de parents ;
- Aux directeurs des centres psycho-médico-sociaux organisés ou subventionnés par la Communauté.

**Autorités :** Ministre

**Signataire :** Jean-Marc NOLLET

**Personne(s)-ressource(s) :**

**Renvoi(s) :** abroge et remplace la circulaire n° 83 du 24 janvier 2002

**Mots-clés :** seconde langue Bruxelles, le 21 février 2003

## Circulaire n 136

### **OBJET : Apprentissage d'une seconde langue dans l'enseignement fondamental ordinaire.**

*Les langues sont d'abord et avant tout un outil de communication et de respect entre les peuples. Leur apprentissage doit reposer sur des principes de tolérance et de convivialité interculturelle.*

*Pour être pleinement efficace et conduire chaque élève vers la réussite, l'apprentissage d'une langue moderne doit être abordé comme un vecteur de la communication et non comme une matière à étudier.*

*Dans cette perspective, on ne peut que se réjouir de l'optique adoptée dans les Socles de compétences qui énoncent clairement que les éléments grammaticaux et lexicaux ne constituent pas une compétence en soi et qu'ils ne doivent pas faire l'objet d'une évaluation spécifique.*

*Par contre, il y est spécifié que l'objectif particulier du cours de langues modernes est la **COMMUNICATION**. Celle-ci s'articule essentiellement dans l'enseignement fondamental autour de trois compétences : écouter, parler et lire.*

*En outre, la priorité doit être accordée à la composante orale : parler, c'est-à-dire produire du sens en tant qu'émetteur d'un message oral et écouter, c'est-à-dire construire du sens en tant que récepteur d'un message oral.*

*Le message oral doit donc être la pierre angulaire de toute situation de communication. Ainsi, chaque élève construira et/ou produira du sens en développant certaines compétences communicatives indispensables : orienter sa parole et son écoute à la situation de communication, mettre en œuvre des stratégies de compréhension, utiliser et identifier les moyens non verbaux.*

*Il importe également de relever dans les Socles, la prise en compte d'attitudes primordiales dans la pratique d'une langue moderne : l'élève adoptera une attitude positive à l'écoute ou à la lecture et surtout il osera s'exprimer.*

*L'apprentissage des langues doit s'intégrer dans l'éducation de toute la personne. Le cours de langue peut être un lieu privilégié où peut s'exercer l'interdisciplinarité (croisement des domaines culturel, artistique, sociologique, économique, politique, affectif...).*

*Comme il est souligné dans les Socles, la dimension socioculturelle se concrétisera dans l'approche de certains champs thématiques qui permettront à l'enfant de faire l'expérience d'une autre culture et des éléments de socialisation qui y sont liés.*

*La présente circulaire décrit les dispositions relatives à l'apprentissage d'une seconde langue dans l'enseignement fondamental ordinaire. Les aspects suivants seront successivement envisagés :*

- 1. l'apprentissage obligatoire d'une langue étrangère ;*
- 2. l'apprentissage facultatif d'une langue étrangère, y compris l'apprentissage précoce ;*
- 3. l'apprentissage par immersion d'une autre langue que le français ;*
- 4. les échanges linguistique entre classes primaires des trois Communautés.*
- 5. l'apprentissage des langues dans le cadre des programmes de la Commission européenne.*

## 1. L'apprentissage obligatoire d'une langue étrangère

Rappelons d'abord comment est régie l'organisation du cours de seconde langue dans l'enseignement primaire et examinons-en les implications pour les régions wallonne et bruxelloise, tout au moins pour ce qui concerne les écoles organisées et subventionnées par la Communauté française.

Les lois linguistiques de 1963 (loi du 30 juillet 1963 - Moniteur du 22-8-1963 et loi du 2 août 1963 - Moniteur du 22-8-1963) ainsi que les lois coordonnées du 18 juillet 1966 (Moniteur du 02-8-1966) sur l'emploi des langues en matière administrative nous imposent des obligations en matière d'emploi et d'enseignement des langues.

L'enseignement du néerlandais comme seconde langue est obligatoire **en région de Bruxelles-Capitale**. Les communes concernées sont: **Anderlecht, Auderghem, Berchem-Sainte-Agathe, Bruxelles, Etterbeek, Evere, Forest, Ganshoren, Ixelles, Jette, Koekelberg, Molenbeek-Saint-Jean, Saint-Gilles, Saint-Josse-Ten-Noode, Schaerbeek, Uccle, Watermael-Boitsfort, Woluwe-Saint-Lambert et Woluwe-Saint-Pierre**.

L'enseignement du néerlandais est également obligatoire dans les **communes wallonnes dites « de la frontière linguistique »**, c'est-à-dire **Comines-Warneton, Mouscron, Flobecq et Enghien**.

**Dans les communes de Malmedy, Waimes, Baelen, Plombières et Welkenraedt**, une seconde langue est également obligatoire mais le choix existe entre le néerlandais et l'allemand.

Dans les communes citées ci-dessus (région de Bruxelles-Capitale et communes de la région de langue française à statut spécial), l'enseignement de la seconde langue est obligatoire à raison de trois heures par semaine au 2<sup>ème</sup> degré et de cinq heures par semaine au 3<sup>ème</sup> degré. Il peut comprendre des exercices de récapitulation des autres matières du programme.

Le nouveau décret-cadre de l'enseignement fondamental ajoute à ces obligations, celle de donner un minimum de 2 périodes hebdomadaires de seconde langue en 5<sup>ème</sup> et 6<sup>ème</sup> primaires dans toutes les écoles fondamentales et primaires organisées ou subventionnées par la Communauté française, y compris donc dans

les communes où, jusqu'ici, aucune obligation n'existait. La langue moderne peut ici être au choix le néerlandais, l'anglais ou l'allemand.

A la requête du chef de famille, sont dispensés de l'étude de la seconde langue, les enfants de nationalité étrangère lorsque le chef de famille fait partie d'une organisation de droit des gens, d'une ambassade, d'une légation ou d'un consulat ou lorsque le chef de famille ne réside pas en Belgique.

### **L'encadrement**

En ce qui concerne l'encadrement du cours obligatoire de seconde langue, les écoles bénéficient toutes d'un complément de capital périodes qui se calcule à partir d'une grille de normes. Elles peuvent également utiliser le reliquat pour compléter l'horaire qui leur est imposé.

## **2. L'apprentissage facultatif d'une langue étrangère, y compris l'apprentissage précoce**

On entend par enseignement facultatif d'une seconde langue, un cours que ni les lois linguistiques ni le décret-cadre n'imposent mais que l'école ou le pouvoir organisateur compte organiser en complément aux périodes obligatoires.

Les écoles et les pouvoirs organisateurs ont en effet toujours le loisir d'organiser un cours de seconde langue plus important que ce que les textes légaux leur imposent. Ils peuvent :

- augmenter le nombre de périodes hebdomadaires dans les degrés et années où une obligation existe ;
- créer un cours dans des degrés ou années antérieurs.

Ces cours complémentaires doivent être inscrits dans le projet d'établissement si on les intègre dans l'horaire hebdomadaire obligatoire. Les titres requis sont alors les mêmes que pour l'enseignement obligatoire d'une seconde langue. Tous les élèves concernés doivent y participer.

En respect des lois linguistiques, les écoles et les pouvoirs organisateurs peuvent inclure dans les 28 périodes minimales hebdomadaires :

- 2 périodes au premier degré du niveau primaire en région de Bruxelles-Capitale et dans les communes wallonnes à statut spécial citées plus haut ;
- 1 période au degré supérieur dans les autres communes wallonnes.

Afin de permettre d'organiser un apprentissage précoce sans pour autant s'imposer un apprentissage par immersion comme décrit au point 3 qui suit, les écoles de la région wallonne de langue française qui le souhaitent, peuvent également inclure 2 périodes de seconde langue dans les 28 périodes minimales hebdomadaires en 1<sup>ère</sup>, 2<sup>ème</sup>, 3<sup>ème</sup> et/ou 4<sup>ème</sup> primaires.

Si l'on souhaite augmenter davantage le nombre de périodes de seconde langue, il y a lieu d'accroître l'horaire hebdomadaire jusqu'à 29, 30 ou 31 périodes.

L'enseignement facultatif d'une seconde langue doit être soit le néerlandais, soit l'allemand, soit l'anglais. Aucune autre langue n'est permise dans le cadre de l'horaire obligatoire, sauf lorsqu'un cours de langue et de culture d'origine (E.L.C.O.) relevant d'un accord de partenariat conclu par le Gouvernement, est intégré dans l'horaire hebdomadaire qui doit, dans ce cas, passer obligatoirement à 29, 30 ou 31 périodes.

Pour autant que les dispositions reprises ci-dessus soient respectées, l'école ou le pouvoir organisateur peut utiliser des périodes de ses reliquats pour l'organisation de ces cours complémentaires.

### **3. L'apprentissage par immersion d'une autre langue que le français**

Sur demande du directeur pour l'enseignement de la Communauté française ou du pouvoir organisateur pour l'enseignement subventionné, demande faite après avoir pris l'avis du conseil de participation, le Gouvernement peut autoriser des écoles ou implantations à organiser certains cours dans une langue moderne autre que le français. C'est ce qu'on appelle « l'apprentissage par immersion ».

Cet apprentissage par immersion peut débuter à partir de la 3<sup>ème</sup> maternelle.

La langue est à choisir conformément aux dispositions des lois linguistiques (voir plus haut). L'immersion ne peut être organisée que dans une seule langue.

Les cours donnés par immersion doivent faire partie des activités obligatoires définies par l'article 16, § 3, du décret « Missions ». Le cours de langue moderne est intégré dans la partie de la grille-horaire réalisée en immersion. Les cours de religion et le cours de morale ne peuvent être dispensés en immersion.

Lorsqu'une école ou une implantation organise un tel apprentissage par immersion, celui-ci doit être signalé dans le projet d'établissement

L'horaire à consacrer chaque semaine à l'immersion est de :

- 14 à 21 périodes pour la 3<sup>ème</sup> maternelle et pour le premier degré primaire, (13 à 19 périodes en 3<sup>ème</sup> maternelle si l'horaire hebdomadaire est réduit à 26 au niveau maternel) ;
- 7 à 18 périodes pour les 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> degrés.

Des fonctions spécifiques sont créées pour assurer les cours par immersion. Il s'agit de :

- la fonction d'instituteur maternel chargé des cours en immersion ;
- la fonction d'instituteur primaire chargé des cours en immersion.

Pour obtenir l'autorisation d'organiser un apprentissage par immersion dans une langue moderne autre que le français, le directeur dans l'enseignement de la Communauté française ou le pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné se servira de la formule 136/01 annexée au présent volume. Cette formule dûment remplie sera transmise pour le 30 mars de chaque année :

pour l'enseignement subventionné à l'adresse suivante :

Direction générale de l'Enseignement obligatoire  
Madame Lise-Anne HANSE  
Boulevard Pachéco, 19 Bte 0  
1010 BRUXELLES

pour l'enseignement organisé par la Communauté française à l'adresse suivante :

Service général des Affaires pédagogiques, de la Recherche en pédagogie et du  
Pilotage de l'Enseignement organisé par la Communauté française  
Monsieur Jean STEENSELS  
Rue du Commerce 68A  
1000 BRUXELLES

L'avis du Conseil de participation sera joint à la demande, comme le prévoit l'article 12 du décret du 13 juillet 1998.

Une copie de cette demande sera transmise simultanément à l'inspection concernée (maternelle et/ou primaire de la Communauté ou cantonale).

A titre informatif, quelques considérations concernant les éléments utiles à prendre en compte lorsqu'on souhaite se lancer dans un projet d'immersion sont présentés dans l'annexe 136/02.

#### **4. Echanges linguistiques entre classes primaires des trois Communautés.**

Les échanges linguistiques constituent un moyen d'atteindre deux objectifs visés à ce stade de l'apprentissage: la compréhension à l'écoute et l'expression orale.

Ils comprennent nécessairement 2 moments différents:

- l'échange-visite, où la(les) classe(s) de l'école concernée se rend(ent) dans une école d'une autre Communauté;

- l'échange-accueil, où l'école concernée accueille une(des) classe(s) d'une école d'une autre Communauté.

L'école de l'autre Communauté est bien entendu la même en échange-visite et en échange-accueil. Les échanges peuvent avoir lieu entre classes de réseaux différents.

Les modalités d'organisation qui suivent ne concernent que les échanges-visites. Pour l'échange-accueil, il n'y a pas de formalités particulières. Il est cependant conseillé au directeur de l'école d'avertir l'Inspection concernée de la présence, durant plusieurs jours, d'élèves d'une école extérieure.

### **Population concernée**

Les échanges s'adressent uniquement aux élèves des classes où l'enseignement d'une seconde langue est organisé.

Idéalement, tous les élèves d'une même classe y participent et, dans tous les cas, au moins 75 % d'entre eux. Le directeur de l'école veille à la prise en charge pédagogique des élèves non participants pendant toute la durée de l'échange-visite.

### **Durées - Dates**

La durée d'un échange (visite ou accueil) est de 3 jours de classe au minimum, de 5 jours de classe au maximum. Ces jours ne doivent pas nécessairement être consécutifs. Ils peuvent englober un week-end en supplément.

L'échange-visite et l'échange-accueil doivent si possible avoir lieu dans le courant de la même année scolaire. Une rencontre d'un seul jour destinée à préparer l'échange-visite ou l'échange-accueil peut également être envisagée et être assimilée à une excursion scolaire.

### **Encadrement**

Le titulaire accompagne obligatoirement sa classe. Il est idéalement assisté par l'enseignant qui dispense le cours de seconde langue, pour autant que celui-ci ne soit pas titulaire d'une autre classe, et/ou par un étudiant stagiaire d'un institut d'enseignement supérieur pédagogique, avec si possible l'option seconde langue. Le titulaire peut, en outre, être secondé par toute personne, bilingue de préférence, intéressée par le projet.

### **Demande d'autorisation**

Le directeur de l'école introduit, au minimum 20 jours avant la première date de l'échange-visite, sa demande pour avis, en double exemplaire, à l'aide du formulaire n° 136/03, auprès de l'inspection compétente.

L'inspecteur renvoie l'avis à l'établissement dans les 5 jours de sa réception et, si son avis est défavorable, transmet, via la voie hiérarchique habituelle, une copie au service suivant :

pour l'enseignement subventionné à l'adresse suivante :

Direction générale de l'Enseignement obligatoire  
Madame Lise-Anne HANSE  
Boulevard Pachéco, 19 Bte 0  
1010 BRUXELLES

pour l'enseignement organisé par la Communauté française à l'adresse suivante :

Service général des Affaires pédagogiques, de la Recherche en pédagogie et du  
Pilotage de l'Enseignement organisé par la Communauté française  
Monsieur Jean STEENSELS  
Rue du Commerce 68A  
1000 BRUXELLES

### **Opération Trèfle : échanges scolaires intercommunautaires**

Le Fonds Prince Philippe soutient les échanges d'élèves entre les Communautés française, flamande et germanophone, en collaboration avec celles-ci.

En favorisant une meilleure connaissance et compréhension mutuelle entre les jeunes des trois Communautés, l'opération Trèfle entend développer chez eux au quotidien un esprit d'ouverture et de tolérance.

Les projets doivent viser à la découverte mutuelle des spécificités culturelles dans le respect des identités de chacun, par le biais d'activités éducatives, culturelles, sportives ou familiales. Ils permettent un apprentissage linguistique vivant, dans un contexte de vie quotidienne.

Dans ce cadre, une aide financière peut être octroyée aux écoles qui participent à un projet Trèfle.

Pour information et obtention du formulaire de participation :

Opération Trèfle  
Fonds Prince Philippe  
C/O Fondation Roi Baudouin  
Rue Brederode, 21  
Bruxelles  
Tél : 02/549.61.91  
Fax : 02/511.05.32  
<http://www.fonds-prince-philippe.org>

## **5. Apprentissage des langues dans le cadre des programmes de la Commission européenne.**

Des projets et initiatives diverses en matière d'apprentissage des langues sont également susceptibles d'être soutenus dans le cadre de SOCRATES, le programme d'action mis en place par la Communauté européenne dans le domaine de l'éducation.

Parmi les objectifs poursuivis par SOCRATES, certains concernent spécifiquement l'apprentissage des langues dans le système scolaire :

- renforcer la dimension européenne de l'éducation à tous les niveaux et faciliter un large accès transnational aux ressources éducatives en Europe, tout en promouvant l'égalité des chances dans tous les secteurs de l'éducation ;
- encourager une meilleure connaissance, quantitative et qualitative, des langues de l'Union européenne, en particulier des langues les moins répandues et les moins enseignées ;
- promouvoir la coopération et la mobilité dans le domaine de l'éducation, notamment en stimulant les échanges entre établissements d'enseignement, en encourageant l'enseignement ouvert et à distance, en développant les échanges d'informations.

SOCRATES s'adresse à tous les types et niveaux d'enseignement. Il concerne en particulier :

- les élèves, étudiants et autres apprenants ;
- le personnel œuvrant directement dans le domaine de l'éducation ;
- tous les types d'établissements d'enseignement spécifiés par chaque pays participant ;
- les personnes et organismes responsables des systèmes et des politiques d'éducation aux niveaux local, régional et national.

D'autres organismes publics ou privés peuvent également prendre part à des initiatives appropriées du programme, en particulier:

- les collectivités et organismes locaux et régionaux ;
- les associations œuvrant dans le domaine de l'éducation, notamment les associations d'élèves, d'étudiants, d'enseignants et de parents;
- les partenaires sociaux ;
- les centres de recherche compétents dans l'analyse des questions d'éducation ;
- les entreprises, groupements d'entreprises, organisations professionnelles, chambres de commerce et d'industrie.

Pour faciliter la gestion coordonnée des actions SOCRATES, les autorités nationales des pays participants ont créé des Agences nationales. En Communauté française, toute information utile peut être obtenue à l'adresse suivante :

\*  
\*  
\*  
\*  
\*  
\*  
\*  
\*  
\*

Ministère de la Communauté française de Belgique  
Secrétariat général  
Cellule Socrates  
Boulevard Léopold II, 441080 Bruxelles  
Tél : 02/413 40 43  
Fax : 02/413 40 42

<http://www.cfwb.be/socrates/>  
Adresse mail : [socrates@cfwb.be](mailto:socrates@cfwb.be)

Le Ministre de l'Enfance  
chargé de l'Enseignement fondamental,  
de l'Accueil et des Missions confiées à  
l'O.N.E.

Jean-Marc NOLLET

**DEMANDE D'AUTORISATION D'ORGANISER UN APPRENTISSAGE  
PAR IMMERSION DURANT L'ANNEE SCOLAIRE .....<sup>1</sup>.**

Je soussigné(e) .....

représentant du pouvoir organisateur (pour l'enseignement subventionné),  
directeur (pour l'enseignement organisé par la Communauté française),  
sollicite l'autorisation d'organiser certains cours et activités pédagogiques de la grille-horaire  
dans une langue moderne autre que le français (article 12 du décret du 13 juillet 1998) pour  
l'établissement ci-dessous.

ADRESSE DU SIEGE ADMINISTRATIF DE L'ETABLISSEMENT:

.....  
.....

IMPLANTATION(S) CONCERNEE(S) PAR CETTE DEMANDE:

- 1.....
- 2.....
- 3.....
- 4.....
- 5.....
- 6.....
- 7.....
- 8.....

**Réseau:** Officiel subventionné - Libre confessionnel - Libre non confessionnel -  
Communauté française (Biffer les mentions inutiles)

---

<sup>1</sup> A préciser.

## Modalités de l'apprentissage par immersion

**Langue choisie:** néerlandais - allemand - anglais

(biffer les mentions inutiles: une seule langue pour l'immersion)

### Années concernées:

Années d'études	Maximum et minimum	Nombre de périodes hebdomadaires prévues pour l'expérience	Nombre de classes concernées par l'immersion
3ème maternelle <sup>2</sup>	Max. 21 périodes Min. 14 périodes	..... périodes	.....
1ère primaire	Max. 21 périodes Min. 14 périodes	..... périodes	.....
2ème primaire	Max. 21 périodes Min. 14 périodes	..... périodes	.....
3ème primaire	Max. 18 périodes Min. 7 périodes	..... périodes	.....
4ème primaire	Max. 18 périodes Min. 7 périodes	..... périodes	.....
5ème primaire	Max. 18 périodes Min. 7 périodes	..... périodes	.....
6ème primaire	Max. 18 périodes Min. 7 périodes	..... périodes	.....

J'ai pris connaissance des conditions imposées par le décret précité (articles 12 et 13) ainsi que des modalités d'application décrites dans la circulaire ministérielle n° ? du ? février 2003.

Je certifie que :

1. le conseil de participation a été consulté et a remis un avis joint en annexe en date du ..... ;
2. cet apprentissage par immersion est intégré au projet de l'établissement, dont copie est jointe en annexe.

---

<sup>2</sup> Si le nombre de périodes hebdomadaires a été réduit à 26 en maternelle, le maximum est 19 périodes et le minimum, 13 périodes.

## Éléments utiles à considérer lors de la préparation d'un projet d'immersion

Le décret du 13 juillet 1998 offre, aux écoles qui le souhaitent, la possibilité de développer un apprentissage par immersion.

Même si le nombre d'écoles ayant choisi cette méthode d'apprentissage demeure relativement circonscrit (32 écoles en 2002-2003), les résultats engrangés par l'approche paraissent prometteurs, l'immersion gagne en notoriété et l'expérience des écoles engagées s'approfondit.

Afin de faire bénéficier les nouvelles écoles qui souhaitent se lancer dans l'immersion d'éléments issus de l'expérience acquise par leurs consœurs, et ainsi faciliter la préparation et le succès des projets, un certain nombre d'obstacles rencontrés et de solutions développées par les écoles déjà impliquées sont exposés ci-dessous, à titre informatif.

### La pérennité du projet :

Dans la majorité des cas, les écoles qui se lancent dans l'immersion débutent par la 3<sup>ème</sup> maternelle et la 1<sup>ère</sup> ou 2<sup>ème</sup> primaire, pour ensuite introduire graduellement l'approche dans les classes supérieures. Afin d'éviter une situation de rupture pédagogique dans laquelle se trouveraient les enfants ayant débuté leur scolarité en immersion et auxquels ne serait pas proposé de suivi dans les classes supérieures, il convient de planifier le projet dans une perspective pluriannuelle.

### L'encadrement :

L'encadrement des cours par immersion est assuré par des instituteurs chargés d'immersion financés par la Communauté française selon les mêmes règles que les instituteurs « traditionnels ».

Afin de disposer d'un encadrement spécifique à l'expérience, certaines écoles ou pouvoirs organisateurs mettent en place des démarches ou structures permettant de soutenir l'innovation : réunions de concertations internes à l'établissement, personnes-ressources extérieures, comités d'accompagnement..

### Les enseignants :

L'instituteur chargé d'immersion doit posséder des compétences pédagogiques adaptées aux jeunes enfants, une connaissance suffisante de la langue française, ainsi qu'une connaissance approfondie de la langue d'immersion. Etant donné cette trilogie des compétences nécessaires, mais également la relative pénurie d'enseignants de langue, plusieurs écoles rencontrent des difficultés de recrutement d'enseignants. De telles difficultés se présentent en début d'année scolaire, mais également en cas d'absence ou de départ d'un enseignant.

\* Afin d'être en mesure d'assurer une pérennité à l'expérience, de nombreuses  
\* écoles identifient, parallèlement à l'introduction de leur demande d'autorisation,  
\* plusieurs enseignants susceptibles de pourvoir les emplois d'immersion. La  
\* coordination des ressources enseignantes au niveau des écoles concernées par  
\* l'immersion pourrait également permettre d'anticiper des difficultés de remplacement  
\* en cas d'absences.

\* En outre, une situation de "compétition" avec l'équipe éducative en place est  
\* parfois signalée, dans la mesure où l'on fait souvent appel à des enseignants qui ne  
\* font pas préalablement partie de l'équipe éducative ou car un emploi d'instituteur  
\* « traditionnel » se voit supprimé au profit d'un emploi d'instituteur  
\* chargé d'immersion. Les échanges préalables, les concertations entre enseignants,  
\* le développement de synergies entre périodes d'apprentissage avec ou sans  
\* immersion, constituent autant de dispositifs mis en place par les écoles pour parer  
\* aux effets délicats liés à cette situation.

### \* **La pédagogie :**

\* Tenant compte d'une part, de la liberté des méthodes, d'autre part du  
\* caractère récent des expériences d'immersion, les supports méthodologique et outils  
\* pédagogiques adaptés aux âges différents et aux profils sociaux différents ne sont  
\* pas facilement disponibles. L'échange d'expériences entre écoles immergées est  
\* susceptible, dans un premier temps, de parer à cette difficulté.

\* En outre, à côté des résultats positifs liés à l'immersion, de nombreuses  
\* questions restent en suspens : les connaissances concernant l'immersion ne  
\* permettent par exemple pas encore de définir si il convient de débiter  
\* l'apprentissage de la lecture dans la langue de l'immersion ou dans la langue  
\* française. Au niveau des socles de compétences, un certain retard semble inévitable  
\* en début d'immersion, lorsque le français est très peu enseigné. Le caractère récent  
\* des projets ne permet pas encore de définir si ce décalage sera surmonté au  
\* moment où les socles de compétences devront être atteints. La capacité de l'équipe  
\* enseignante à participer et/ou à suivre les résultats de recherches en cours se révèle  
\* par conséquent nécessaire pour affiner les choix pédagogiques.

**ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL - ECHANGES LINGUISTIQUES  
INTERCOMMUNAUTAIRES ENTRE CLASSES**

Etablissement demandeur: (Adresse complète)  
.....  
.....  
Réseau: ..... Circonscription: .....  
Ressort: ..... Canton: .....  
Nom, prénom, titre de la personne responsable:  
.....  
Tél.: .....  
Classe(s) concernée(s) : .....  
Nombre total de participants : .....

Etablissement correspondant: (adresse complète)  
.....  
.....  
Téléphone : ..... Réseau: .....

**ECHANGE - VISITE**  
Dates des visites:  
.....  
Accompagnants (Nom, prénom, fonction):  
.....  
.....  
.....

**ECHANGE - ACCUEIL**  
Dates des journées d'accueil:  
.....

Date et signature du Chef d'établissement :

AVIS DE L'INSPECTION COMPETENTE:  
Favorable - Défavorable (à motiver si défavorable)

Date et signature de l'Inspection: